

Faire sa part ?

L’empreinte carbone moyenne des Français, qui s’élevait à 10,8 tonnes de CO₂ en 2017, doit baisser d’environ 80 % d’ici 2050 pour se maintenir sous un réchauffement de + 2 °C, objectif visé par l’Accord de Paris. À quelle hauteur l’action individuelle peut-elle contribuer à cet objectif ? Quels rôles peuvent jouer l’État et les entreprises face à cette urgence climatique ? César Dugast (13), consultant senior chez Carbone 4, avait effectué une étude sur le sujet en 2019¹. Il la résume ici.



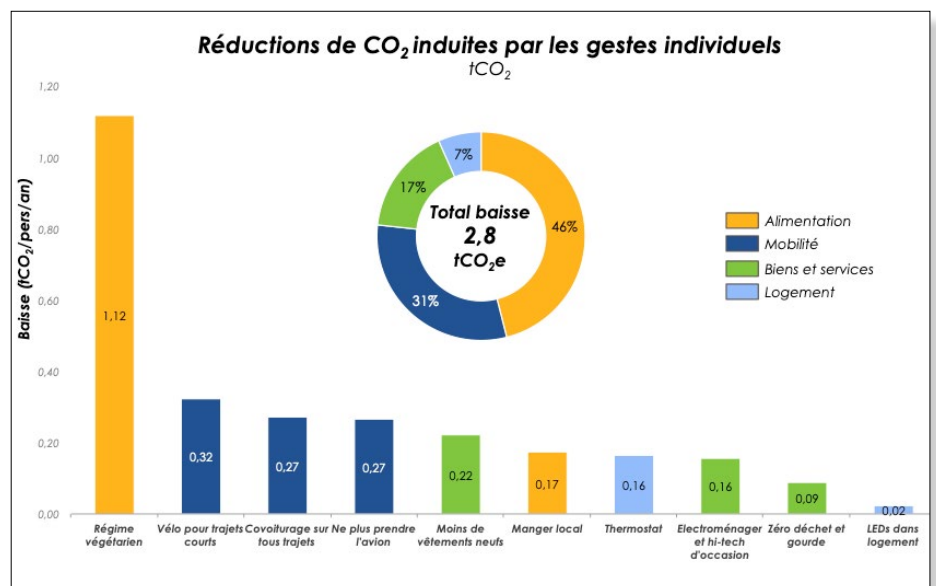
Imaginons que nous nous amusions à établir la liste d’une dizaine d’actions (voir figure ci-dessous) relevant de la seule volonté d’un individu, faite de « petits gestes du quotidien » et de changements de comportement plus ambitieux. Quel gain est-il possible d’espérer si un Français activait conjointement et systématiquement l’ensemble de ces actions, tous les jours de l’année ? Réponse : une baisse directe de son empreinte carbone de l’ordre de 25 %.

L’effet de l’action individuelle n’est donc pas du tout négligeable – à condition de ne pas se cantonner à des actions symboliques et marginales. Arrêter de prendre l’avion et manger moins de viande comptent parmi les leviers les plus puissants. Mais force est de constater que même un comportement exemplaire ne peut permettre une baisse suffisante pour faire disparaître 80 % des émissions actuelles au sens de l’empreinte carbone.



César Dugast (13)

Consultant senior chez Carbone 4, un cabinet de conseil en transition énergétique, César est spécialisé dans les stratégies climat des organisations et mène des travaux sur la déclinaison du concept de neutralité carbone vers le monde des entreprises.



Au niveau de la France, si l'on prend en compte les volontés plus ou moins grandes d'engagement volontaire au sein de la population (hypothèse de 1/5 de personnes réfractaires au changement, de 3/5 de « variables », de 1/5 de moteurs), il faudra plutôt s'attendre à une baisse moyenne de 5 à 10 % en moyenne à l'échelle nationale.

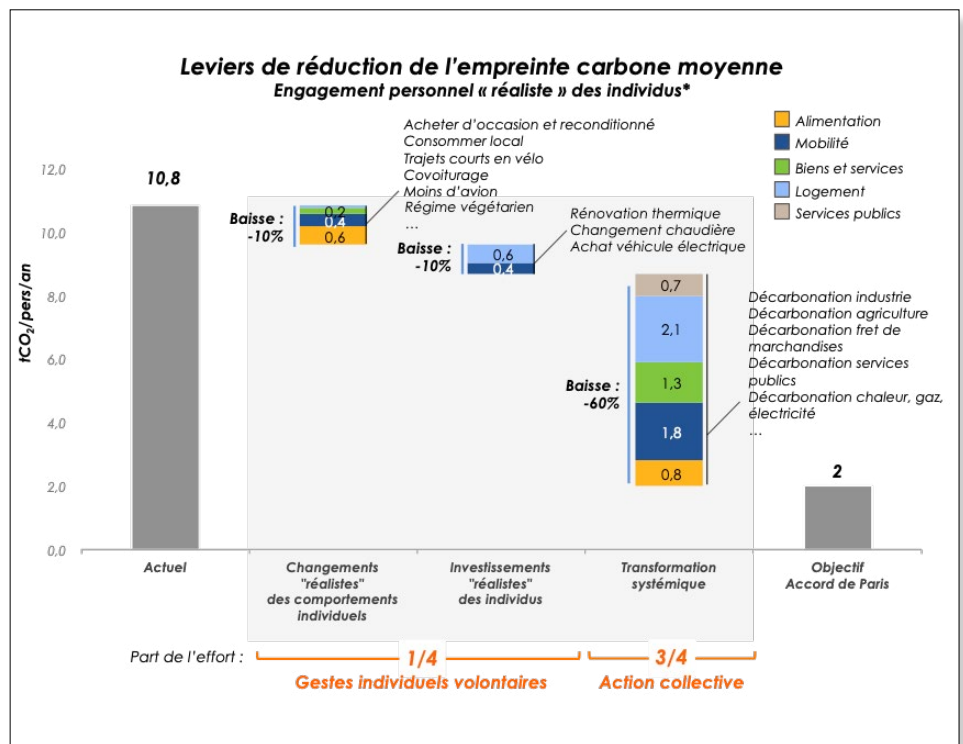
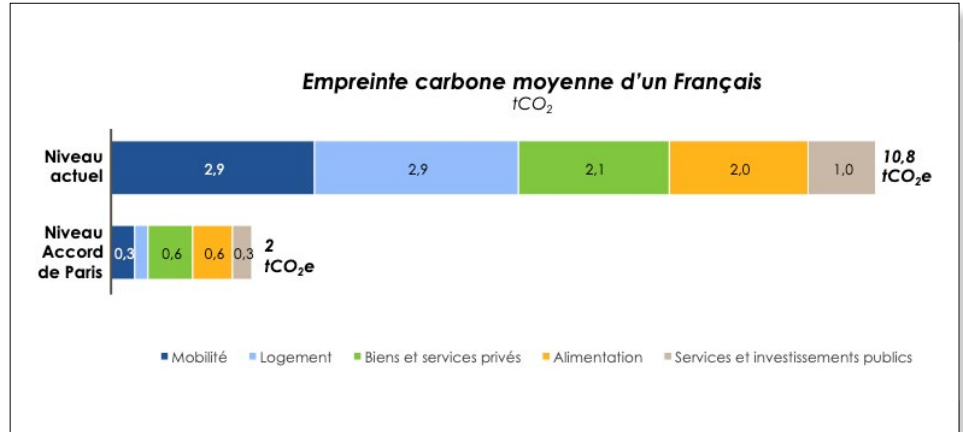
Pourquoi si peu ? Cela s'explique aisément : en deux siècles, nous avons bâti un environnement social et technique construit sur la promesse d'une énergie fossile abondante et bon marché, sans contreparties suffisamment négatives pour nous conduire à en limiter l'usage. Pour décarboner nos économies, l'engagement volontaire individuel est certes une partie de la réponse, mais elle ne peut suffire à atteindre les baisses nécessaires. Pour gagner la bataille du climat, il faut donc obtenir du système sociotechnique qui nous entoure (notamment comme citoyen ou comme collaborateur d'entreprise) le déclenchement d'un changement bien plus radical et profond que ce qui est amorcé aujourd'hui.

Le poids de l'État et des entreprises

Outre l'investissement privé des ménages (rénovation des logements, achat de véhicules bas carbone), la part restante de la baisse des émissions relève d'investissements et de règles collectives qui sont du ressort de l'État et des entreprises.

Les entreprises doivent amorcer leur réflexion sur la transformation de leurs processus industriels, leur fret de marchandises, leur approvisionnement énergétique, la conception de leurs produits ou encore le choix des investissements et des implantations géographiques. Ces actions d'envergure ne prendront place que si la question climatique est directement pilotée par la direction générale, et intégrée au cœur même de la stratégie.

Quant à l'État, il lui revient d'assumer pleinement son rôle de régulateur, d'investisseur et de « catalyseur » à tous les niveaux. L'État est seul à même d'édicter les règles qui permettent de réorienter les investissements dans les filières décarbonées au détriment des actifs « bruns », à pouvoir mettre en place les incitations fiscales adéquates, réguler et réglementer, renégocier les accords commerciaux, ou encore à traiter avec l'Europe.



Nous ne pouvons prétendre résoudre la question climatique en faisant reposer l'exclusivité de l'action sur les seuls individus. Le problème étant systémique, la construction d'une solution viable et crédible ne peut faire l'économie d'une action collective forte, qui devra passer par la mise en mouvement de toutes les forces en présence. ■

1. Étude disponible en ligne : www.carbone4.com/publication-faire-sa-part/

Limites de l'étude

Le raisonnement de l'étude effectuée par Carbone 4, qui repose sur l'« empreinte carbone moyenne » des Français, ne rend évidemment pas compte de réalités socio-économiques de chacun. Par ailleurs, le problème n'est exploré que sous l'angle du climat. La liste des écogestes considérée dans l'étude n'a pas la prétention d'être exhaustive : certains leviers, notamment dans le domaine de la sobriété, restent inexplorés. Les ordres de grandeur restent néanmoins pertinents.